

Les *Notes* de la C2A

Agriculture et alimentation en question

Numéro 15 - Février 2014

DU CHAMP À L'ASSIETTE : COMMENT LE SECTEUR AGRICOLE PEUT-IL CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA SOUS-NUTRITION ?

La nutrition n'est pas seulement un problème de santé publique, c'est un droit humain fondamental et un enjeu global de développement. Alimentation, santé et hygiène, accès à l'eau et à l'assainissement, éducation, bien-être familial, promotion des femmes et protection sociale : afin de lutter contre la sous-nutrition, toutes ces dimensions sont nécessaires. Aucune, prise séparément, n'est suffisante. Parce qu'elle requiert les efforts conjoints d'un grand nombre de secteurs et nécessite d'être abordée dans une approche multisectorielle, la nutrition a longtemps été une grande oubliée des politiques de développement. La persistance de niveaux élevés de sous-nutrition est un signe flagrant de manque d'accès aux droits humains fondamentaux. Cependant, la nutrition fait aujourd'hui l'objet d'une attention croissante au niveau international, notamment dans le secteur agricole où se multiplient les initiatives cumulant des objectifs agricoles, alimentaires et nutritionnels. Qu'en est-il vraiment ? Comment l'agriculture peut-elle améliorer sa contribution à la lutte contre la sous-nutrition ?

Maximiser la contribution de l'agriculture à la nutrition

A priori, il peut paraître évident qu'agriculture et nutrition vont de pair : l'agriculture produit la plus grande partie de ce que nous mangeons et c'est bien l'alimentation qui est à la base de la nutrition... Et pourtant ! Aujourd'hui, 842 millions d'êtres humains souffrent de sous-alimentation et 180 millions d'enfants sont victimes de malnutrition chronique. Or, la majorité d'entre eux vivent dans les zones rurales des pays en développement et sont agriculteurs ou agricultrices. Pire, dans certains pays, comme au Mali, par exemple, les zones de forte production agricole sont également celles qui connaissent les plus forts taux de sous-nutrition, d'après une étude

« Les zones de forte production agricole sont également celles qui connaissent les plus forts taux de sous-nutrition »

CIRAD dans la région de Sikasso.

L'impact positif de l'agriculture sur la nutrition n'est pas toujours évident. Ainsi, développement agricole n'est pas toujours synonyme de meilleure sécurité alimentaire et d'amélioration de la situation nutritionnelle. En effet l'accroissement de la disponibilité en calories (critère souvent priorisé par les démarches prônant la sécurité alimentaire) ne se traduit pas forcément par une amélioration de la qualité de la nourriture consommée (protéines, acides aminés, vitamines, minéraux), et

donc de la nutrition.

Trop souvent, les politiques agricoles visent essentiellement des résultats économiques et

commerciaux et ne participent pas aux efforts collectifs de lutte contre la malnutrition qui nécessite pourtant une mobilisation de tous les secteurs (santé, eau, assainissement, protection sociale, agriculture, etc.). Il existe également une grande différence de formation, d'intérêts et de culture entre ceux qui travaillent dans l'appui à l'agriculture et ceux qui s'intéressent à la nutrition. Il est crucial de tisser plus de liens entre les métiers, les connaissances, les stratégies et les pratiques afin que les experts parlent le même langage et puissent convaincre les décideurs politiques de faire de la nutrition une priorité.

Le plus souvent, les politiques agricoles, piscicoles et sylvicoles ont plusieurs objectifs : amélioration des revenus, recettes commerciales, préservation de l'environnement, aménagement des territoires et désenclavement, accès à l'alimentation. Depuis quelques années, elles ont également fait de la lutte contre la sous-nutrition un de leurs objectifs. Deux tendances sont particulièrement importantes. D'une part, suite à la crise des prix alimentaires de 2007-2008, la volonté de « réinvestir dans l'agriculture » et de redonner la priorité aux questions agricoles s'est presque toujours accompagnée d'un objectif de sécurité alimentaire et souvent de sécurité nutritionnelle. D'autre part, la publication médicale scientifique The Lancet a établi en 2008 la liste des interventions les plus efficaces pour lutter contre la sous-nutrition. Ce consensus scientifique a servi de base à la création en 2010 du Mouvement international

SUN (pour Scaling-Up Nutrition ou Mouvement de renforcement de la nutrition¹) qui réunit aujourd'hui 43 pays. The Lancet, ainsi que plusieurs recherches ultérieures, ont conclu qu'il n'existait pas de preuves tangibles de l'impact positif d'interventions agricoles sur le statut nutritionnel.

Suite à ces travaux, l'intégration d'objectifs nutritionnels aux programmes agricoles a commencé à faire l'objet d'une attention importante de nombreux acteurs internationaux. Pour preuve, on peut citer des publications scientifiques (IFPRI, FAO), la mise en place de nouvelles stratégies agricoles intégrant les questions nutritionnelles, la création en 2013 par le G8 du « Panel Mondial sur l'Agriculture et les Systèmes alimentaires pour la Nutrition »², ou encore l'organisation de l'ICN2³ : conférence internationale sur la nutrition et les systèmes alimentaires prévue en novembre 2014.



Kenya © ACF

Que se passe-t-il sur le terrain ?

Que se passe-t-il, concrètement, au niveau des pays et régions qui connaissent les plus forts taux de sous-nutrition ? Cette question est à la base de l'étude récemment menée par ACF, en partenariat avec le Gret et le Cirad, au Burkina Faso, au Kenya et au Pérou⁴. La conclusion principale de ce travail est qu'en dépit de contraintes extrêmement fortes, qui sont à la fois politiques, institutionnelles, techniques et budgétaires, il se passe actuellement des choses intéressantes dans ces trois pays (et dans beaucoup d'autres), même si ce n'est encore bien souvent qu'à une échelle limitée. Cependant, ces initiatives nécessitent davantage de soutien direct (assistance

technique, appui financier, amélioration de la coordination, etc.).

D'après cette étude, dont les conclusions sont en cohérence avec la littérature internationale sur le sujet, les principales contraintes qui empêchent l'agriculture de contribuer à la nutrition de façon optimale sont :

- Le niveau limité de priorité accordé à la nutrition parmi les objectifs assignés au secteur agricole ;
- Les difficultés d'intégrer de manière appropriée des indicateurs nutritionnels et de consommation alimentaire dans les systèmes agricoles d'information de

¹ <http://scalingupnutrition.org/fr>

² <http://www.lidc.org.uk/globalpanel>

³ http://www.unscn.org/en/international_conference_on_nutrition/

⁴ <http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/graines-bonne-nutrition>

suivi et d'évaluation afin de permettre aux décideurs de prendre en compte les questions nutritionnelles ;

- Le faible niveau de compréhension et d'intérêt pour les enjeux nutritionnels dans les Ministères de l'Agriculture ;
- L'absence ou les difficultés de la coordination intersectorielle autour de la nutrition entre l'agriculture et d'autres secteurs ;
- Le nombre limité d'interventions et le faible niveau de financement dédié aux interventions et politiques agricoles ayant un impact sur la nutrition.

Toutefois, les expériences du Burkina Faso, du Kenya et du Pérou montrent qu'avec une volonté réelle et un soutien adéquat, il est possible de lever ces contraintes. Des bonnes pratiques intéressantes ont été identifiées dans ces trois pays. Au Kenya et au Burkina Faso, par exemple, la nutrition a été prise en compte dans l'agenda des politiques agricoles, notamment via l'établissement de plans d'investissement agricole sensibles à

la nutrition. Au Burkina Faso, des cours de nutrition sont en train d'être mis en place au sein de l'école nationale d'agriculture, et, depuis plusieurs années, des indicateurs nutritionnels ont été intégrés dans les enquêtes et statistiques agricoles. Au Pérou, le mécanisme de coordination interministérielle autour de la nutrition fonctionne de manière très efficace et a permis d'obtenir des résultats considérables en quelques années. Le renforcement des mandats nutritionnels des Ministères de l'Agriculture a permis le travail remarquable de la Direction Economie Domestique au Kenya et la création récente d'une Direction de l'Alimentation et de la Promotion de la Qualité Nutritionnelle au Burkina Faso.

Enfin, au Pérou, le mécanisme de « budgétisation axée sur les résultats », qui lie l'attribution de subventions à l'atteinte d'objectifs communs par plusieurs Ministères, est très intéressant pour la nutrition. Toutes ces expériences sont détaillées dans les études de cas-pays (voir les sources).

Que faire pour améliorer l'impact nutritionnel de l'agriculture ?

La faim et la sous-nutrition sont plus dues à des problèmes d'accès et de répartition de la nourriture qu'à un déficit de production. Une augmentation de la production agricole ne suffira pas à assurer l'alimentation des 850 millions d'êtres humains qui souffrent de sous-alimentation et des 180 millions d'enfants qui souffrent de malnutrition chronique. Les programmes et interventions de développement agricole peuvent entraîner à la fois des effets positifs (qu'il est souhaitable de maximiser et de renforcer) et des effets négatifs (qu'il est nécessaire d'atténuer) sur la nutrition. De la production à la consommation (production, récolte, stockage, transformation, commercialisation, préparation, consommation) il est nécessaire de prendre en compte des objectifs nutritionnels afin d'améliorer l'impact de l'agriculture sur la nutrition.

Il faut par exemple, favoriser la production d'aliments répondant à la demande locale (et non pas des produits pour les marchés internationaux comme les fleurs ou les agro-carburants) produits par des exploitations familiales, principaux fournisseurs de denrées alimentaires et premières victimes de la faim. Ces aliments doivent être suffisamment nutritifs et diversifiés (y compris viande, poissons, lait, fruits et légumes, etc.) pour répondre aux besoins alimentaires, caloriques et nutritionnels spécifiques de chaque tranche d'âge (notamment les jeunes enfants et les femmes enceintes et allaitantes). De plus,

la diversification de la production agricole a des impacts positifs sur les revenus, l'environnement et la nutrition. Les produits alimentaires diversifiés doivent ensuite être localement transformés et valorisés, en prenant soin de préserver leur richesse nutritive, puis rendus disponibles sur le marché local à un coût accessible pour toutes les catégories de la population, quel que soit leur niveau de richesse.

Il est nécessaire d'assurer que la production agricole n'ait aucun impact néfaste sur la nutrition, notamment en prenant des mesures d'atténuation ou de correction adaptées à chaque type de programme. Il faut par exemple, protéger les enfants des maladies transmises par l'eau insalubre (projets d'irrigation), les animaux (projets d'élevage) et les produits chimiques (engrais et pesticides). Il faut également assurer une éducation nutritionnelle et aider les femmes à concilier leurs travaux aux champs avec les autres tâches qui leur reviennent souvent au sein des ménages (collecte de l'eau, cuisine, entretien de la maison et soins des enfants) en leur faisant économiser du temps et de l'énergie : labour attelé, conservation des eaux et des sols pour améliorer la productivité, garde d'enfants, systèmes améliorés d'accès à l'eau potable, etc.

Assurer une éducation nutritionnelle est également crucial, afin que les achats alimentaires, la préparation des repas et leur consommation permettent des apports nutritionnels optimaux et une alimentation équilibrée à chaque individu. Enfin, il faut

assurer une juste répartition des aliments et des revenus issus de l'agriculture, afin notamment que les catégories les plus pauvres (qui sont les plus vulnérables à la malnutrition) en bénéficient.

L'agriculture au service de la nutrition

Souvent trop peu considérée, la nutrition est un prérequis crucial au développement humain et économique des pays et des populations les plus pauvres. Une bonne nutrition est un indicateur essentiel de développement global, car il reflète les résultats convergents d'un grand nombre de politiques sectorielles.

Dans de très nombreux cas, l'agriculture pourrait contribuer de façon plus importante

à la lutte contre la malnutrition. Il existe encore une marge de progression importante et plusieurs expériences de terrain montrent qu'un rapprochement entre ces deux secteurs est possible. De la production à la consommation, à chaque étape du cycle, il est nécessaire d'inclure des objectifs nutritionnels afin d'améliorer l'impact positif de l'agriculture sur la nutrition.

Sources

- Rapport ACF-GRET-CIRAD - Semer les graines d'une bonne nutrition et étude de cas : <http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/semer-les-graines-d-une-bonne-nutrition>
- Bricas, Aspe (CIRAD) - Prendre en compte la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les projets de développement, Guide d'auto-évaluation ex ante à l'usage de concepteurs de projets, 2013
- Dury, Bocoum (CIRAD) - Le « paradoxe » de Sikasso (Mali) : pourquoi « produire plus » ne suffit-il pas pour bien nourrir les enfants des familles d'agriculteurs ?
- Rapport Banque mondiale - Improving nutrition through multisectoral approach, 2013
- Rapport SOFA 2013, FAO - Systèmes alimentaires durables pour la nutrition
- Expériences d'ACF - Présentation d'interventions ACF dans le domaine « Sécurité alimentaire et moyens d'existence » qui visent à réduire et / ou prévenir la sous-nutrition (<http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/aligining-casestudies>)
- Liens : SUN (Scaling-Up nutrition), ICN2 conférence 2014, Panel mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires.

Dans le cadre de sa mission d'appui au plaidoyer collectif de ses membres, Coordination SUD a mis en place des commissions de travail. Ainsi, la Commission Agriculture et Alimentation (C2A) regroupe 20 ONG de solidarité internationale qui agissent pour la réalisation du droit à l'alimentation et un soutien renforcé à l'agriculture familiale dans les politiques ayant un impact sur la sécurité alimentaire mondiale : 4D, ACF, aGter, Artisans du Monde, AVSF, Cari, CCFD-Terre Solidaire, CFSI, CIDR, Crid, Gret, Inter Aide, Iram, Oxfam France, Peuples Solidaires-ActionAid France, Réseau Foi et Justice Europe, Secours Catholique, Secours Islamique, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales, et une organisation invitée : Inter-réseaux.

L'objectif de la commission consiste à coordonner les travaux réalisés par ses participants, et faciliter la concertation entre ses membres dans leur travail de plaidoyer auprès des acteurs sociaux et des décideurs politiques internationaux. Les membres de la Commission s'accordent sur les représentations assurées au nom de Coordination SUD en un ensemble de lieux (Concord au niveau européen, FAO, OMC, CnuCED), et y échangent des informations sur les enjeux internationaux en cours. La commission est mandatée par Coordination SUD pour formuler les positions que prend le collectif lors des principaux rendez-vous institutionnels traitant de l'agriculture et de l'alimentation.

Cette note a été rédigée par le Gret et ACF.



Les notes de la C2A sont réalisées avec le soutien de l'AFD.

Les points de vue exposés dans ce document ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de l'AFD.

